

Orne.

Tempête, inondations... Exercice grandeur nature dans les écoles, collèges et lycées du département

Jeudi 16 novembre, toutes les écoles, collèges et lycées de l'Orne ont subi un exercice exceptionnel de mise en sûreté des élèves. Une fausse tempête s'est abattue sur le département, forçant enseignants et élèves à se confiner durant deux heures.

Il est 9 h, jeudi 16 novembre, lorsque tous les directeurs d'école et chefs d'établissement de l'Orne reçoivent une alerte par téléphone, SMS et mail.

Une (fausse) tempête s'abat sur le département : fortes précipitations, orages, vents violents dépassant les 100 km/h... «**Des phénomènes dangereux d'intensité exceptionnelle**» sont attendus, comme le prévoit le scénario de cet exercice grandeur nature.

Confinés durant 2 h

Compte tenu des risques de chutes d'arbres, d'inondations ou encore de coupures d'électricité, l'ensemble des élèves des 170 écoles, 32 collèges et 15 lycées publics du département, mais aussi les 56 établissements privés, ont dû se confiner durant deux heures dans des salles identifiées en amont.

Ces espaces de rassemblement devaient contenir tout le matériel de communication nécessaire, du matériel médical de premiers secours et de l'eau pour l'ensemble des élèves confinés. Bref, de quoi se mettre à l'abri le plus sereinement possible.

Premier exercice de cette ampleur

Si la météo du jour se prêtait particulièrement à l'exercice, les élèves ne courraient en réalité aucun danger.

Objectif de la démarche : tester le Plan particulier de mise en sûreté (PPMS), qui donne la marche à suivre pour protéger les élèves en cas de danger imminent et de risques majeurs.

C'est la première fois que la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale de l'Orne (DSDEN) mettait en place un exercice d'une telle envergure. « **Chaque année, les établissements procèdent eux-mêmes à un exercice ("risques majeurs naturels et technologiques" ou "attentat-intrusion"). Mais ceux-ci ne durent généralement que 15 minutes et ne surprennent personne** », indique Frédérique Despierres, conseillère prévention départementale au sein de l'Inspection académique de l'Orne.

Effet de surprise

Cette fois, si les directeurs et chefs d'établissement ont été avertis qu'un exercice serait effectué durant la semaine, personne ne devait savoir quand l'alerte serait effectivement lancée. « **Là, l'intérêt est à la fois de voir comment le personnel et les élèves réagissent et gèrent le stress, mais aussi de mobiliser au-delà du seul établissement en allant plus loin dans la simulation** », poursuit Frédérique Despierres. « **C'est une mise en situation sur laquelle les chefs d'établissement, mais aussi les services de la Direction académique, n'ont pas la main.** »

Dans le même temps, les services académiques étaient, en effet, soumis au même exercice et ont ouvert une cellule de crise et de communication au sein de la Cité administrative d'Alençon.

Un jeu de rôles

De son côté, une cellule d'animation mise en place spécifiquement pour l'exercice a joué le rôle de scénariste.

À l'intérieur, deux gendarmes, un pompier et les cinq assistants prévention de circonscription dans l'Orne ont enchaîné les coups de fil à des directeurs et chefs d'établissement triés sur le volet, pour un « **jeu de rôles** », résume Richard Abdelhadi, chef d'escadron en charge de la prévention et des partenariats au Groupement de gendarmerie de l'Orne.

« **Exercice, exercice, exercice** », ont-ils répété après avoir décroché leur téléphone et avant d'entrer dans la peau de leurs personnages : un adjoint au maire signalant la chute d'une cheminée, un pompier avertissant d'une intervention pour un arbre tombé, un gendarme venant aux nouvelles ou encore un journaliste cherchant à obtenir des informations...

Pour que l'exercice soit efficace, « **la surprise doit être totale** », estime l'officier.

Avec leurs collègues, ils ont inventé plusieurs situations, toutes se rapprochant un maximum de la réalité. **« Comme les pompiers, nous sommes là pour apporter notre expérience du terrain sur des situations déjà vues ou entendues, et d'apporter une plus-value en termes de rigueur »**, explique Richard Abdelhadi.

« Identifier les besoins »

Des synthèses de chaque appel passé aux responsables d'établissement scolaire ont été rédigées pour être transmises au service académique.

C'est tout l'intérêt de cet exercice **« très exceptionnel »**, selon le directeur académique de l'Orne (Dasen), Jean-Luc Legrand : **« connaître les capacités et la réactivité des établissements »**, complète Frédérique Despierres, mais aussi **« repérer les points d'amélioration et identifier les besoins au sein de chaque établissement »**, qui devront tous établir un compte rendu d'exercice.

Un exercice « indispensable »

« Aujourd'hui, ce type d'exercice est indispensable », estime Frédérique Despierres, **« car nous ne vivons plus dans un pays aussi sûr et calme que par le passé. La France est aujourd'hui exposée à ce genre de situations climatiques à risque et il est donc essentiel de s'y préparer et de faire progresser cette culture de mise en sûreté, tant du côté des professeurs que des élèves. »**

Si l'exercice était dans les tuyaux depuis le mois d'août, le récent passage de la tempête Ciarán, notamment en Normandie, mais aussi les événements climatiques dans le Pas-de-Calais, viennent apporter un écho particulier à cet exercice.

Antoine SAUVETRE



Depuis les locaux de l'Inspection académique, la « cellule d'animation » composée de deux gendarmes, un pompier et cinq assistants prévention, a orchestré cet exercice de grande ampleur.



L'officier Richard Abdelhadi et le major Franck Bouilly ont participé à l'exercice du côté de la gendarmerie de l'Orne. L'Orne Hebdo



Les assistants prévention de la direction académique ont participé à l'exercice. Ils sont cinq dans l'Orne, un par circonscription. L'Orne Hebdo



Le Service départemental d'incendie et de secours de l'Orne (Sdis 61) a également apporté son expérience en cas de catastrophe naturelle pour simuler certaines situations. L'Orne Hebdo



Une cellule de crise a été mise en place dans les locaux de l'Inspection académique de l'Orne, à Alençon. L'Orne Hebdo